

Angola/Elections générales MPLA : victoire confirmée

AFP

Luanda/Angola

Conséquence : son candidat et dauphin de dos Santos, Joao Lourenço, 63 ans, devrait s'installer dans son fauteuil d'ici à quelques semaines, malgré les critiques de l'Opposition.

LA Commission nationale électorale (CNE) a confirmé hier la large victoire du parti au pouvoir aux élections générales en Angola, en dépit des critiques répétées des deux grands partis d'opposition qui refusent d'en reconnaître les résultats.

A la barre du pays depuis son indépendance en 1975, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) a recueilli mercredi 61,1% des suffrages, selon les chiffres quasi définitifs publiés par la CNE.

Même s'il recule nettement par rapport à 2012 (72%), le MPLA rafle 150 des 220 sièges du Parlement, soit plus des deux tiers nécessaires pour faire passer ses projets de loi sans le soutien d'un autre parti.

Les deux principaux adversaires du régime, l'Unita et la Casa-CE, ont respectivement réuni 26,7% et 9,4% des voix, selon un comptage portant sur le dépouillement de 97% des bureaux de vote.

Sur ce large succès s'achève la fin du mandat de trente-huit ans exercé à la tête de l'Angola par le président José Eduardo dos Santos qui, usé par la



Photo : AFP

C'est avec satisfaction que les militants du MPLA ont accueilli les résultats des élections générales qui placent sur orbite présidentielle l'ex-ministre de la Défense Joao Lourenço.

maladie, a décidé de se retirer à presque 75 ans. Le candidat et dauphin désigné du MPLA, l'ex-ministre de la Défense Joao Lourenço, 63 ans, s'installera dans son fauteuil d'ici à quelques semaines.

Sans se prononcer sur les résultats eux-mêmes, l'opposition a contesté les conditions de la publication des résultats par la CNE, affirmant que ses représentants n'y avaient pas eu accès.

"Il y a eu violation de la loi, alors ce résultat n'a pas de valeur", a martelé hier devant la presse le vice-président de la Casa-CE, Andre Mendes de Carvalho.

RESULTATS "INVENTES" • "Ce qui est certain, c'est que nous n'allons pas nous laisser tromper", a poursuivi M. de Carvalho. Il a toutefois reporté à plus tard une

éventuelle contestation du scrutin devant la justice. Plus direct, le directeur du site d'information proche de l'opposition Maka Angola, Rafael Marques, a accusé le régime d'avoir "inventé" les résultats.

Tout au long de la campagne, les dirigeants de l'opposition ont dénoncé l'organisation du scrutin. Selon eux, de nombreux électeurs, notamment dans leurs bastions, ont été inscrits dans des bureaux très éloignés de leur domicile et n'ont pu voter.

Unanimes, les observateurs internationaux se sont, eux, déclarés satisfaits des opérations électorales.

Il s'est "à l'évidence tenu dans un climat libre, honnête et paisible", a conclu hier le chef de la mission dépêchée par la Commu-

nauté de développement d'Afrique australe (SADC), Augustine Mahiga.

Le ministre tanzanien des Affaires étrangères a toutefois recommandé des mesures pour "s'assurer que les ressources de l'Etat et les médias publics ne soient pas utilisés au bénéfice d'un seul parti". Une allusion directe aux moyens sans limite utilisés par le MPLA pendant sa campagne.

Le porte-parole du MPLA Joao Martins a balayé toutes les critiques d'un revers de main.

"ARROGANCE" • "Chaque parti politique peut compiler les résultats et facilement les présenter en cas de contentieux électoral, plutôt que de se plaindre en conférence de presse en faisant preuve d'arrogance et en menaçant les institutions", a-t-il dit.

"Victoire du MPLA", s'est lui aussi réjoui hier en "une" le quotidien d'Etat Jornal de Angola.

"En obtenant la majorité absolue à un moment très défavorable, le MPLA montre qu'il conserve la sympathie et l'adhésion solides des électeurs quelle que soit la conjoncture économique", s'est félicité son directeur, José Ribeiro, dans un éditorial.

La crise économique qui a plongé l'Angola au bord de l'asphyxie financière constitue le principal défi du futur président Joao Lourenço.

Il y a trois ans, la chute des cours du pétrole, dont les revenus représentent 70% des recettes de l'Etat, a fait dégringoler la devise nationale et exploser l'inflation. Le chômage y fait des ravages parmi la population, l'une des plus pauvres de la planète.

M. Lourenço a promis un "miracle économique" et de lutter contre la corruption. Mais beaucoup doutent de sa capacité à s'attaquer au clan dos Santos.

Ses critiques accusent le président d'avoir fait main basse sur des pans entiers de l'économie. Symbole de ce "système", sa riche fille, Isabel, a des intérêts dans la banque et les télécoms et dirige depuis l'an dernier la compagnie pétrolière nationale.

M. Dos Santos a préparé son départ en faisant voter des lois qui lui assurent notamment une large immunité judiciaire et il doit rester président du MPLA jusqu'en 2022, si sa santé le permet.

A travers le monde

• **Argentine/Politique. Menem, 87 ans, autorisé à briguer un nouveau mandat**

Il a 87 ans et a été condamné à une peine de prison pour trafic d'armes, mais l'ex-président argentin Carlos Menem pourra briguer en octobre un nouveau mandat de sénateur, a annoncé hier l'autorité électorale argentine.

• **Etats-Unis/Politique. Charlottesville : Trump critiqué par son influent conseiller économique**

Il ne le nomme pas directement mais le message est limpide : le conseiller économique en chef de Donald Trump, Gary Cohn, dont le nom circule pour diriger la Fed, n'a pas apprécié les propos du président américain après les violences racistes de Charlottesville.

• **Inde/Violences. 32 morts à la suite de la condamnation d'un gourou**

Au moins 32 personnes ont été tuées hier lors de violents heurts dans le nord de l'Inde après que la condamnation pour viol d'un gourou controversé a déclenché la fureur de plus de 100 000 de ses soutiens rassemblés pour le verdict.

• **Pays-Bas/Attentat. Des doutes sur la réalité de la menace**

La police néerlandaise interrogeait de nouveau hier un suspect de 22 ans sur un présumé projet d'attentat contre un concert à Rotterdam, même si des doutes sont apparus quant à l'authenticité de la menace à l'origine de cette affaire.

• **Turquie/Médias. Demande de libération du journaliste français Loup Bureau rejetée**

Une demande de libération de Loup Bureau, journaliste français détenu en Turquie depuis le 26 juillet, a été rejetée par le juge qui l'avait inculpé, a annoncé hier à l'AFP son avocat.

• **Yémen/Conflit. 14 morts dans un raid aérien à Sanaa**



Au moins quatorze personnes, dont cinq enfants d'une même famille, ont péri hier avant l'aube dans de nouvelles frappes aériennes visant un quartier résidentiel de la capitale yéménite Sanaa, des organisations internationales évoquant une "nuit d'horreur".

France/Politique

Les frais de maquillage de Macron choquent sur les réseaux sociaux

AFP

Paris/France

LES frais de maquillage du président Emmanuel Macron, qui se sont élevés à 26 000 euros (17 millions de francs) depuis son élection il y a trois mois, ont suscité une polémique sur les réseaux sociaux en France.

Dans son édition du 24 août, l'hebdomadaire Le Point affirme que la maquilleuse du chef de l'Etat a envoyé deux factures pour les services rendus pendant trois mois de présidence, l'une de 10 000 euros (6,5 millions de francs), l'autre de 16 000 euros (10,4 millions de francs).

L'entourage de M. Macron a confirmé hier ces infor-

mations à l'AFP.

Les révélations du Point ont suscité de nombreux commentaires critiques sur les réseaux sociaux, avec l'apparition du hashtag #maquillagegate.

"Ça valait le coup d'élire un jeune", ironise sur twitter une internaute. Emmanuel Macron, 39 ans, est le plus jeune chef d'Etat français. D'autres évoquent sur Facebook l'"indécence" d'une telle dépense, alors que "les Français sont invités à se serrer la ceinture", en référence notamment à la récente baisse des aides au logement, destiné à renflouer les finances de l'Etat.

"Pendant que la France trime, Macron s'étale 23 SMIC sur le visage", a aussi dénoncé sur twitter Florian Philippot, le numéro deux du parti d'extrême



Photo : AFP

Avec le "maquillagegate", les ennuis s'accroissent pour le président Emmanuel Macron, confronté de surcroît à une baisse dans les sondages.

droite Front National, en référence au montant du salaire minimum.

La Présidence avait indiqué jeudi à la télévision BFMTV que ce poste de dépenses avait "vocation à être réduit significativement".

Confronté à une chute de sa popularité dans les sondages, Emmanuel Macron est également à la veille d'une rentrée délicate, alors que des syndicats et la gauche radicale ont appelé à des manifestations en septembre contre sa réforme emblématique du droit du travail.

L'ancien président socialiste François Hollande, pour sa part, dépensait chaque mois 6 000 euros (3,9 millions de francs) net pour sa maquilleuse et 10 000 pour son coiffeur, a rappelé Le Point.